



Conseil économique et social

Distr. générale
7 juillet 2023
Français
Original : anglais

Session de 2023

25 juillet 2022-26 juillet 2023

Débat consacré aux activités opérationnelles
de développement

Compte rendu analytique de la 19^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 23 mai 2023, à 10 h 15

Président : M. Chimbindi (Vice-Président) (Zimbabwe)

Puis : M^{me} Narváez Ojeda (Vice-Présidente) (Chili)

Sommaire

Ouverture du débat

Point 7 de l'ordre du jour : Activités opérationnelles du système des Nations Unies
au service de la coopération internationale pour le développement

- a) Suite donnée aux recommandations de politique générale de l'Assemblée
générale et du Conseil

Déclaration du Vice-Président du Conseil

Déclaration du Vice-Président de l'Assemblée générale

Déclaration du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales

Dialogue interactif de haut niveau avec le Secrétaire général

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans
un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la
Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org)

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des
documents (<http://documents.un.org>).

23-09820X (F)



Merci de recycler



En l'absence de M^{me} Stoeva (Bulgarie), M. Chimbindi (Zimbabwe), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 40.

Ouverture du débat

1. **Le Président**, ouvrant le débat consacré aux activités opérationnelles de développement, déclare que le thème général de ce débat consiste à orienter l'appui fourni par le système des Nations Unies pour le développement face à des crises étroitement liées entre elles, en vue d'accélérer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Point 7 de l'ordre du jour : Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement

- a) **Suite donnée aux recommandations de politique générale de l'Assemblée générale et du Conseil** ([A/78/72-E/2023/59](#) et [A/78/72/Add.1-E/2023/59/Add.1](#) ; [E/2023/62](#))

Déclaration du Vice-Président du Conseil

2. **M. Chimbindi** (Zimbabwe), Vice-Président, déclare que le présent débat sera l'occasion d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et de fournir des orientations afin d'aider les pays à exécuter leurs plans nationaux de développement et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le monde fait face à des défis sans précédent, en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et des conflits qui ont déclenché de nouvelles crises, perturbé les marchés de l'énergie et exacerbé l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans de nombreux pays en développement. En outre, l'inflation élevée et l'augmentation du coût de la vie ont plongé des millions de personnes dans la pauvreté et la précarité, au moment où la crise climatique et les catastrophes naturelles continuent de causer des pertes économiques et des crises humanitaires dans de nombreux pays. Ces problèmes complexes, qui sont liés les uns aux autres et ne connaissent aucune frontière, ne peuvent être résolus que par la mise en œuvre de politiques intégrées qui multiplient les effets tant à l'intérieur des pays que d'un pays à l'autre. Dans ce contexte, relancer et accélérer la réalisation des objectifs de développement durable doit être la priorité absolue commune au système des Nations Unies pour le développement.

3. Le projet de programme relatif au débat consacré aux activités opérationnelles vise à optimiser le

dialogue interactif et à faciliter l'échange de pratiques exemplaires de données d'expériences. Au cours du débat, le Conseil examinera le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution [75/233](#) de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies ([A/78/72-E/2023/59](#)) et le rapport de la Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement durable sur le Bureau de la coordination des activités de développement ([E/2023/62](#)). Il traitera la question du financement de la réalisation des objectifs au moyen d'une meilleure collaboration avec les institutions financières et tiendra un dialogue interactif sur le soutien apporté par le système des Nations Unies pour le développement aux pays de programme. Les directeurs exécutifs du système fourniront des informations sur la suite donnée aux décisions prises.

4. Le Conseil fera le point sur la manière dont le système des Nations Unies pour le développement adapte son soutien en fonction des contextes nationaux, harmonise ses politiques et ses pratiques avec les mandats de l'examen quadriennal complet et exploite les données de prospective stratégique et la transformation numérique afin d'aider les pays à réaliser une transformation structurelle et à accélérer les progrès en matière de développement durable. En outre, il examinera les progrès accomplis concernant le repositionnement régional du système des Nations Unies pour le développement et la mise en œuvre du pacte de financement, et étudiera les moyens de renforcer le principe de responsabilité à l'échelle du système en termes de performance et de résultats. L'instauration d'un véritable dialogue avec le système permettra aux États Membres de faire pleinement valoir leurs points de vue et leurs observations, et d'être tenus informés des réformes en cours et de l'évolution de la situation sur le terrain. Il est essentiel de dresser un bilan honnête des succès remportés et des problèmes rencontrés afin de définir la voie à suivre, notamment en vue du prochain examen quadriennal complet, prévu en 2024. Les débats ne devraient pas se résumer à des discours et à des aspects techniques ; ils devraient faire un usage efficace du multilatéralisme en vue d'obtenir des résultats et d'améliorer le bien-être général de la population mondiale.

5. Le système des Nations Unies pour le développement a été mis à rude épreuve ces dernières années. Bien que 2023 soit à mi-parcours entre l'adoption et l'échéance fixée pour la réalisation du Programme 2030, les progrès durement acquis dans la réalisation des objectifs ont été réduits à néant. La réforme du système lui permettra de mieux répondre aux

défis complexes du développement, et le renforcement du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents aidera les équipes de pays à atteindre les objectifs de développement durable. Les nouveaux plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable aident réellement ces équipes à établir des collaborations, nouer des partenariats et mobiliser des financements. Dans le même temps, il est clairement indiqué dans les rapports que le système génère des gains d'efficacité majeurs. L'expérience précieuse acquise au cours de la pandémie de COVID-19 devrait fournir une base solide pour renforcer durablement l'efficacité du système et son partenariat avec les gouvernements, d'autres organisations internationales et les acteurs du développement.

6. Par conséquent, le débat consacré aux activités opérationnelles est plus pertinent que jamais car il constitue le meilleur moyen de garantir le principe de responsabilité au sein du système en vue d'améliorer les résultats en faveur du Programme 2030, tel qu'approuvé et renforcé par l'Assemblée. Bien que le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 75/233 de l'Assemblée (A/78/72-E/2023/59) fasse état de résultats remarquables, il subsiste des problèmes et des défis de taille qui devront être surmontés si l'on veut que la plupart des pays en développement puissent récupérer les dix années de progrès en matière de développement qui ont été réduites à néant. Le débat devrait contribuer à mettre en place un soutien intégré dont de nombreux pays de programme ont besoin en vue de surmonter les multiples crises auxquelles ils font face. Ce soutien nécessitera une vision prospective ainsi que la participation des gouvernements, du secteur privé, des organisations de la société civile et de tous les autres partenaires mondiaux. Les débats devraient contribuer à l'adoption d'une résolution de fond du Conseil en vue du prochain forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil et du Sommet sur les objectifs de développement durable.

Déclaration du Vice-Président de l'Assemblée générale

7. **M. Wallace** (Observateur de la Jamaïque), Vice-Président de l'Assemblée, déclare que le monde est entré dans une nouvelle ère et fait face à de multiples défis qui menacent le bien-être et l'avenir de ses habitants. Les crises liées aux conflits, aux changements climatiques, à l'inflation, à la faim, à l'insécurité énergétique et à l'augmentation de la dette souveraine ont plongé des millions de personnes dans la pauvreté et mis en péril la réalisation des objectifs de développement durable. Afin de relever ces défis, le

système des Nations Unies pour le développement doit apporter un soutien efficace, efficient et cohérent aux États Membres de manière. Il doit également disposer d'un financement suffisant pour fournir le soutien nécessaire en cas de situations d'urgence complexe et atténuer les causes des conflits, des risques de catastrophes et des crises humanitaires.

8. Au cours du débat consacré aux activités opérationnelles, le Conseil évaluera dans quelle mesure le système met en œuvre les orientations générales fournies par les États Membres et honore la promesse de ne laisser personne de côté. Ce débat sera l'occasion de continuer à renforcer la collaboration entre l'Assemblée et le Conseil. Dans sa résolution 75/233 sur l'examen quadriennal complet, l'Assemblée a demandé que l'accent soit mis sur la qualité des analyses proposées dans les rapports concernant l'ensemble du système sur le financement, l'exécution et les résultats des activités opérationnelles de développement menées par les organismes des Nations Unies, conformément aux objectifs. Au cours de la troisième année d'examen, le Conseil doit déterminer dans quelle mesure le système aide les pays à promulguer des politiques de transformation, les domaines dans lesquels il peine à obtenir des résultats et les moyens permettant de mieux cibler et accélérer la mise à disposition des fonds. La décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable sera jugée à l'aune de ses résultats ou de son absence de résultats.

9. L'orateur se félicite du rapport sur l'application de la résolution 75/233 de l'Assemblée (A/78/72-E/2023/59) dans lequel le Secrétaire général évalue les progrès accomplis par le système dans les domaines concernés. À l'approche du Sommet sur les objectifs de développement durable, il faut veiller à ce que les réformes entraînent des changements décisifs dans les comportements, la culture et les mentalités, afin de maximiser l'offre collective de l'ONU. Le modèle du double rattachement hiérarchique est au cœur de la réforme et permettra au système de développement de se mobiliser collectivement en faveur des objectifs de développement durable. Il est encourageant de constater que l'ensemble du système est désormais bien conscient de la valeur et des avantages que revêt ce modèle. Le cadre révisé de gestion et de responsabilité devrait être pleinement mis en œuvre, chaque entité apportant une contribution sur la base de ses avantages comparatifs, en vue de fournir aux pays un soutien à l'échelle du système. Le financement du système des coordonnateurs résidents, qui constitue un investissement stratégique, doit être une priorité commune afin d'éviter l'érosion d'activités solides à un moment crucial pour la réalisation des objectifs.

10. Le mandat relatif à l'examen quadriennal complet qui a été établi par les États Membres en 2020 est au centre de la réforme. Il doit être résolument maintenu, et les progrès réalisés concernant la configuration au niveau des pays, le soutien régional, les activités institutionnelles, l'établissement de rapports et l'évaluation devraient se traduire par des résultats probants. Les États Membres devraient préserver les valeurs de la coopération et de la solidarité internationales car l'unité est la clé de la réussite.

Déclaration du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales

11. **M. Junhua Li** (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) déclare que la communauté internationale est arrivée à mi-parcours de l'échéance fixée pour la réalisation du Programme 2030. Il y a sept ans, la communauté internationale a fait la promesse d'éliminer la pauvreté et la faim afin que chacun puisse s'épanouir et que personne ne soit laissé de côté. Elle n'a toutefois pas réussi à mettre en œuvre les changements à la vitesse et à l'échelle requises. Dans la prochaine édition spéciale de son rapport sur les objectifs de développement durable, le Secrétaire général soulignera que les objectifs sont en grande difficulté. Si les tendances actuelles se poursuivent, seul un tiers des pays atteindra l'objectif consistant à réduire de moitié la pauvreté nationale d'ici à 2030. La faim, les difficultés économiques et le nombre de personnes fuyant les conflits atteignent des niveaux record. Les inégalités se creusent et, en raison des effets cumulés des pertes d'apprentissage et du sous-investissement dans l'éducation, d'ici 2030, 300 millions d'enfants et de jeunes quitteront l'école sans savoir lire ni écrire. Aucun des indicateurs d'égalité des genres n'a été atteint. La planète s'est rapprochée de manière inquiétante du point de non-retour en ce qui concerne le réchauffement climatique. Le temps presse et l'humanité ne peut pas renoncer à regagner le terrain perdu.

12. Cinq ans après le début de son repositionnement, le système des Nations Unies pour le développement a besoin du soutien et des conseils des États Membres afin de continuer à jouer un rôle décisif en les aidant à réaliser le développement durable. Les conclusions des rapports présentés au Conseil à la présente réunion serviront de base solide aux débats et démontreront que la réforme produit des résultats. Le système fournit un soutien sur mesure face aux crises multiples et interdépendantes, tout en maintenant l'accent sur les objectifs de développement à long terme. Il reste le partenaire privilégié pour obtenir des conseils pratiques intégrés et fondés sur des données probantes.

13. L'action commune a permis à des millions de personnes de bénéficier d'une protection sociale. Les coordonnateurs résidents mènent des transitions justes dans les domaines de l'alimentation, de l'énergie, de l'éducation et des technologies numériques, au moyen d'un dialogue stratégique, de partenariats et d'efforts conjoints. Ils font le lien entre les priorités mondiales et les actions locales en menant des initiatives telles que le Groupe d'intervention mondiale face aux crises alimentaire, énergétique et financière, et en donnant suite aux textes issus du Sommet sur les systèmes alimentaires et du Sommet sur la transformation de l'éducation. Leur soutien a également conduit à la création du fonds historique pour les pertes et les préjudices annoncée à la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Des synergies plus fortes dans les secteurs de l'action humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix contribuent à prévenir les conflits et les situations d'urgence ou à en accélérer la transition. Les pays d'accueil sont conscients du rôle moteur des coordonnateurs résidents dans la conduite d'activités plus cohérentes et collectives au niveau national. Les équipes de pays améliorent leur collaboration dans le contexte d'une nouvelle génération de plans-cadres de coopération, dont le contenu est, aux yeux de la plupart des gouvernements, dûment pris en compte dans les activités entreprises par le système des Nations Unies pour le développement. Dans l'ensemble, le repositionnement du système génère des gains d'efficacité nettement supérieurs à ceux escomptés.

14. Toutefois, il convient de consolider certains domaines en vue d'accélérer la réalisation des objectifs. Le cadre de gestion et de responsabilité doit être pleinement mis en œuvre afin de susciter les changements de comportement nécessaires. Si la plupart des équipes de pays ont établi leur descriptif de programme de pays sur la base du plan-cadre de coopération, cette pratique demeure difficile à mettre pleinement en œuvre. Il est également essentiel de garantir le financement du système ; 85 % des entités du Siège de l'ONU peinent à assurer un financement suffisant.

Dialogue interactif de haut niveau avec le Secrétaire général

15. *Une vidéo produite par le Bureau de la coordination des activités de développement sur le renforcement du soutien fourni aux pays afin de sauver les objectifs de développement durable est projetée.*

16. **M. Shava** (Ministre zimbabwéen des affaires étrangères et du commerce international) déclare que

l'ONU est au centre de la politique étrangère du Zimbabwe depuis que le pays en est devenu membre en 1980. Son pays a toujours cherché, dans sa participation à tous les organes de l'Organisation, notamment le Conseil, à promouvoir et à protéger les principes, les buts et les valeurs consacrés par la Charte des Nations Unies. L'ONU a un rôle clé à jouer en vue de relever les défis actuels, tels que les changements climatiques, la pauvreté dans le monde, la défense des droits humains, la menace posée par les armes nucléaires, la mise à disposition de forces de maintien de la paix dans les zones de conflit, la promotion de l'égalité des genres et les crises humanitaires résultant de catastrophes naturelles, de conflits et d'autres causes. La polycrise actuelle a démontré l'importance cruciale de l'Organisation et souligné qu'il fallait la rendre plus efficace, efficiente, représentative et conforme aux réalités mondiales. Le Gouvernement zimbabwéen soutient pleinement la vaste réforme lancée par le Secrétaire général en vue d'améliorer la coordination entre les organismes sur le terrain et d'harmoniser leurs travaux avec les priorités des pays hôtes.

17. Sauver les objectifs de développement durable est devenu plus urgent que jamais car à mi-parcours de l'échéance fixée pour la réalisation du Programme 2030, 12 % seulement des objectifs sont en voie d'être atteints, 50 % des cibles accusent un retard et 30 % des cibles ont stagné ou régressé par rapport au niveau de référence de 2015. La pandémie de COVID-19, qui a entraîné la perte de millions de vies, détruit les moyens de subsistance et plongé des millions de personnes dans une extrême pauvreté, a fait reculer d'une décennie entière le développement humain, en particulier les droits des femmes. Elle a mis en évidence qu'il était dangereux de négliger l'interdépendance mondiale. Les catastrophes ne respectent pas les frontières nationales et nul n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas.

18. Alors que les pays développés ont investi des milliers de milliards de dollars dans leur propre relèvement, les pays du Sud ont été abandonnés à leur sort. Le système financier mondial, qui favorise les pays développés et punit les plus démunis, a aggravé une situation déjà terrible. La solidarité tant vantée, inhérente aux principes de la Charte et au cœur du multilatéralisme, brille par son absence. De nombreux pays en développement n'ont reçu que peu de soutien pour faire face aux conséquences socioéconomiques de la pandémie et à d'autres vulnérabilités qui ont été exacerbées par la crise climatique. Depuis 2022, la situation a été aggravée par les crises alimentaire, énergétique et financière, qui sont principalement le résultat d'affrontements géopolitiques. Dans ces

moments-là, les pays du Sud se tournent vers l'ONU afin d'obtenir son soutien et sa solidarité. Avec l'Organisation au centre, la communauté internationale devrait s'efforcer collectivement d'établir des liens entre ses approches des changements climatiques, de la rareté de l'eau, des pénuries d'énergie, de la santé mondiale, de la sécurité alimentaire et de l'autonomisation des femmes, tout en étant guidée par la conviction que les solutions à un problème doivent bénéficier à tous.

19. Le débat consacré aux activités opérationnelles est l'occasion d'examiner les progrès réalisés et les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre du Programme 2030. Les populations africaines, confrontées à de nombreux défis interdépendants allant de catastrophes naturelles dramatiques à des tensions géopolitiques accrues et à des conflits non résolus, sont pleinement conscientes de l'importance d'un système des Nations Unies pour le développement efficace et performant. Il existe de nombreuses disparités entre les pays et au sein de ceux-ci et les voies de croissance divergent dans le nouvel environnement mondial. Il semble que plusieurs pays africains n'atteindront aucun objectif. L'égalité des genres, le travail décent, la croissance économique et la production alimentaire durable restent problématiques dans certaines parties du continent et au-delà. Avec le soutien de l'ONU et d'autres partenaires, les dirigeants africains ont déployé des efforts considérables afin de trouver des solutions durables aux problèmes multidimensionnels. Cinq ans après le début du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, le prochain Sommet sur les objectifs de développement durable sera l'occasion de présenter les résultats de la réforme, d'échanger des données d'expérience et les enseignements à retenir, et de déterminer la meilleure façon d'avancer à une échelle et à une vitesse accrues.

20. Au niveau national, le Zimbabwe et l'ONU jouissent d'un excellent partenariat, comme souligné dans le Plan-cadre de coopération 2022-2026. Au titre de ce Plan-cadre, l'équipe de pays mène une collaboration stratégique avec le Zimbabwe afin qu'il puisse mettre en œuvre ses plans nationaux de développement et atteindre les objectifs de développement durable, qui ont été intégrés dans la stratégie nationale de développement pour la période 2021-2025. En outre, un montant de 2,8 milliards de dollars au titre du financement du développement sera mobilisé afin d'aider le pays à répondre à ses besoins de développement et à atteindre les objectifs de développement durable. Le Plan-cadre de coopération repose sur une approche qui mobilise l'ensemble de l'administration et garantit une participation inclusive.

En 2022, 524 millions de dollars ont été décaissés au titre du Plan-cadre en vue de soutenir des projets et des programmes ciblant les populations les plus démunies, notamment les enfants, les jeunes, les personnes handicapées, les migrants, les réfugiés et les agriculteurs ruraux.

21. Le Zimbabwe a tiré profit du repositionnement de l'équipe de pays, qui a soutenu la riposte nationale face à la catastrophe humanitaire causée par le cyclone Idai en mars 2019. Au plus fort de la crise, l'ONU et d'autres partenaires humanitaires ont augmenté la fourniture de nourriture, d'abris, d'eau et de soins de santé d'urgence à des centaines de milliers de personnes touchées dans toute la région. En mars 2023, le comité directeur du Plan-cadre de coopération a examiné les progrès réalisés l'année dernière dans les domaines prioritaires de la protection sociale, du renforcement de la résilience, des services sociaux de qualité, de l'égalité des genres ainsi que de la gouvernance démocratique et économique.

22. En 2022, des efforts ont été déployés en vue de réaliser les priorités nationales et les objectifs de développement durable. Le Programme alimentaire mondial et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont complété les travaux menés par le Gouvernement zimbabwéen en fournissant des services sociaux et apporté une aide en espèces ou en nature à plus de 1,8 million de personnes. Grâce aux contributions combinées de divers organismes des Nations Unies, plus de 4,6 millions de personnes ont bénéficié de services de protection sociale. En outre, 250 000 personnes ont bénéficié d'initiatives visant à réhabiliter les infrastructures locales. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ont réalisé des travaux de construction en collaboration avec le Ministère zimbabwéen des terres, de l'agriculture, de la pêche, de l'eau, du climat et du développement rural, dans le cadre du Projet zimbabwéen de relèvement après le cyclone Idai. Le pays s'emploie à instaurer une couverture sanitaire universelle et à accélérer la rénovation et la construction de centres de santé, de cliniques et d'hôpitaux de proximité.

23. Le Gouvernement zimbabwéen collabore avec l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation internationale du Travail en vue d'élaborer des politiques sur l'éducation, le financement des écoles, l'apprentissage précoce ainsi que l'enseignement et la formation techniques et professionnels. En outre, une politique stratégique 2021-2025 pour le secteur de l'éducation a été diffusée dans tous les districts. L'UNICEF poursuit sa collaboration avec le Ministère

de l'enseignement primaire et secondaire en vue d'installer des systèmes d'eau, d'assainissement et d'hygiène pour tous dans les écoles et de fournir des trousseaux d'hygiène et d'assainissement, y compris des produits d'hygiène menstruelle, à plus de 1,3 million d'enfants.

24. Les autorités zimbabwéennes ont collaboré avec l'UNICEF et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), ainsi qu'avec les organismes chargés de l'administration de la justice, afin d'améliorer l'accessibilité et l'exercice de la justice au niveau infranational. Des milliers de personnes ont eu accès à la justice grâce aux services d'aide juridictionnelle et au suivi des enfants en détention. Des tribunaux virtuels, des tribunaux adaptés aux enfants, des centres d'appel de la police nationale et des systèmes adaptés aux victimes ont été mis en place dans les zones reculées afin d'améliorer l'accès à la justice des personnes vulnérables, en particulier les femmes, les enfants et les personnes handicapées. Le Gouvernement et l'ONU s'efforcent également d'améliorer l'accès à la justice en renforçant les capacités du personnel, en soutenant la décentralisation des services, en favorisant les droits humains ainsi qu'en luttant contre la violence fondée sur le genre et les mariages d'enfants.

25. Dans le cadre de son programme de réengagement, le Zimbabwe a lancé, en décembre 2022, un dialogue structuré avec ses créanciers et partenaires de développement sur l'apurement des arriérés et la stratégie de règlement de la dette en vue de d'obtenir de nouveaux capitaux auprès des institutions financières internationales. Le dialogue comprend trois piliers, à savoir la croissance et la stabilité économiques, la gouvernance et le régime foncier, l'indemnisation des anciens propriétaires d'exploitations agricoles et la conclusion d'accords bilatéraux de protection et de promotion des investissements. L'ONU a coprésidé les réunions relatives au troisième pilier et participé activement à l'élaboration de la matrice correspondante. Afin de promouvoir l'égalité des genres, le Gouvernement zimbabwéen a élaboré un amendement constitutionnel en vertu duquel 30 % des élus aux conseils municipaux doivent être des femmes. En outre, la commission nationale chargée de l'égalité des genres a collaboré avec ONU-Femmes en vue de renforcer les capacités des candidates à des fonctions politiques dans le cadre d'un programme de formation et de mentorat. Des mesures ont été adoptées afin de garantir des élections sans violence et, partant, de favoriser la participation des femmes.

26. Les coordonnateurs résidents jouent un rôle essentiel pour soutenir les pays, en se concentrant sur

les transformations stratégiques, les partenariats et la formation de coalitions afin d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable et d'autres résultats concrets. Ils doivent donner la priorité au développement économique, en mettant l'accent sur l'objectif primordial du Programme 2030, à savoir la réduction de la pauvreté. Les investissements réalisés dans le cadre du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement portent leurs fruits. La programmation et le soutien stratégique de l'équipe de pays sont de plus en plus appréciés par les gouvernements hôtes mais ils doivent être mieux adaptés aux besoins et priorités nationales. Les coordonnateurs résidents devraient également fournir des conseils pratiques en vue du Sommet sur l'ambition climatique et de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

27. Comme dans de nombreux autres pays en développement, le financement des objectifs de développement durable reste un défi majeur pour le Zimbabwe. Avec le poids supplémentaire des mesures coercitives unilatérales illégales qui lui sont imposées par certains pays occidentaux, le Zimbabwe a financé la réalisation des objectifs de développement durable principalement à l'aide de ressources mobilisées au niveau national. Il continue à tirer parti du pouvoir de mobilisation de l'ONU afin d'impliquer d'autres parties prenantes, notamment le secteur privé et les banques, dans l'espoir de trouver des solutions appropriées. Le Gouvernement zimbabwéen se félicite des appels lancés par le Secrétaire général, entre autres, en faveur d'une levée immédiate et inconditionnelle des sanctions, ce qui permettra au Zimbabwe et à d'autres pays dans la même situation de mieux œuvrer à la réalisation des objectifs de développement durable. Si le plan de relance des objectifs de développement durable est le bienvenu, la promesse de passer de milliards à des milliers de milliards s'avère difficile à tenir, et les moyens de mise en œuvre nécessitent un examen plus approfondi. Le système des Nations Unies pour le développement doit aider les pays en développement à tirer parti de collaborations solides avec les partenaires de développement, notamment les institutions financières internationales et le secteur privé, afin de réaliser l'ampleur et le rythme des progrès nécessaires à la mise en œuvre du Programme 2030.

28. Au moment où les appels à la réforme de l'architecture financière mondiale se multiplient, les institutions financières internationales et les banques multilatérales de développement doivent fournir immédiatement plus de liquidités aux pays qui en ont le plus besoin et élargir la marge de manœuvre budgétaire

en allouant davantage de financements sous forme de dons et de prêts à des conditions favorables. Malgré les progrès accomplis dans le cadre du pacte de financement, il reste encore fort à faire pour mettre pleinement en œuvre les changements fondamentaux requis. Les engagements pris au titre du pacte, et tous les autres engagements, doivent être honorés dans leur intégralité, si bien que tous les partenaires doivent fournir un financement adapté aux besoins nationaux et, partant, un soutien intégré à la réalisation des objectifs de développement durable. Il est essentiel de veiller à ce que le budget annuel du système des coordonnateurs résidents soit entièrement financé. L'orateur juge très préoccupant que le déficit de financement soit passé à 85 millions de dollars en 2022. L'année en cours est cruciale et le débat consacré aux activités opérationnelles, le forum politique de haut niveau pour le développement durable sous l'égide du Conseil et le Sommet sur les objectifs de développement durable sont autant d'occasions à saisir pour remettre le monde sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable.

29. **Le Secrétaire général**, présentant son rapport sur l'application de la résolution [75/233](#) de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies ([A/78/72-E/2023/59](#)), déclare qu'à mi-parcours de l'échéance fixée pour la réalisation du Programme 2030, plus de la moitié du monde est laissée de côté. La pauvreté et la faim augmentent à nouveau, la crise climatique s'aggrave, les conflits et les persécutions ont forcé 100 millions de personnes à quitter leur foyer, et la destruction économique et les bouleversements provoqués par la pandémie de COVID-19 ont été prolongés et amplifiés à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le coût des denrées alimentaires, de l'énergie et des financements a fortement augmenté, ce qui a eu des effets dévastateurs sur les pays et les populations vulnérables. Les inégalités et la discrimination fondée sur le genre augmentent. Les progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs de développement durable, qui constituent la seule solution globale à ces crises, sont loin d'être satisfaisants. Pour 30 % des cibles associées, les progrès accomplis ont été réduits à néants, et pour 50 %, les progrès sont faibles ou insuffisants.

30. Néanmoins, il n'est pas trop tard pour inverser la tendance et l'ONU est déterminée à le faire. De nombreuses initiatives visent à réduire la pauvreté, l'inégalité et la faim, notamment le plan de relance des objectifs de développement durable, les réformes proposées de l'architecture financière mondiale, le programme d'accélération de l'action climatique, le

Sommet sur la transformation de l'éducation, la transformation des systèmes alimentaires, le pacte numérique mondial, l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale et des transitions justes, l'Initiative sur le transport sécurisé de céréales et de denrées alimentaires depuis les ports ukrainiens ainsi que le mémorandum d'accord entre la Fédération de Russie et le Secrétariat de l'ONU sur la promotion des produits alimentaires et engrais russes sur les marchés mondiaux.

31. Partout dans le monde, les équipes de pays mènent des travaux en faveur d'un développement durable et inclusif. Elles soutiennent les gouvernements, rassemblent les parties prenantes et s'efforcent de traduire en actions les engagements mondiaux et régionaux relatifs aux objectifs de développement durable. Malgré les conditions très difficiles dans lesquelles elles exercent leurs activités, les équipes de pays sont parvenues à faire du processus de réforme en cours un succès. Les coordonnateurs résidents ont rassemblé les entités des Nations Unies en vue de soutenir les priorités des pays dans la réalisation du Programme 2030, et leur collaboration vise à combattre les crises transfrontalières. Au total, 88 % des gouvernements hôtes déclarent que les coordonnateurs résidents assurent une direction stratégique efficace à l'appui des plans et priorités nationaux. Les pays les moins avancés et pays en développement sans littoral interrogés ont tous déclaré que les activités menées par l'ONU étaient bien adaptées à leurs besoins et à leurs priorités. Les petits États insulaires en développement ont déclaré que la collaboration entre les entités des Nations Unies s'était améliorée depuis le début des réformes. Le système est fondé sur des données et a permis d'atteindre de nouveaux niveaux de transparence et de reddition de comptes.

32. En Égypte, le rôle redynamisé du coordonnateur résident a permis de mobiliser des compétences et une action globale en vue de soutenir la Présidence égyptienne de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Au Pakistan, le nouveau système de coordonnateurs résidents a collaboré étroitement avec toutes les entités des Nations Unies et le Gouvernement en vue de faire face aux inondations dévastatrices qui ont touché 33 millions de personnes. Le Plan-cadre pour la coopération été le point de départ d'une approche à long terme visant à soutenir le relèvement avec la participation des institutions financières internationales, au-delà de l'intervention humanitaire immédiate. Le soutien intégré fourni par les bureaux multipays aux petits États insulaires en développement a permis de

traiter des questions allant de l'adaptation au climat au surendettement.

33. Alors que la vision transformatrice du Programme 2030 repose sur un partenariat mondial et un investissement sans précédent, cet investissement ne s'est pas produit. De nombreux pays en développement n'ont pas les moyens d'investir dans la réalisation des objectifs de développement durable car ils sont au bord du gouffre financier. Le déficit de financement annuel des objectifs de développement durable, qui était de 2 500 milliards de dollars avant la pandémie de COVID-19, s'élève désormais à 4 200 milliards de dollars. Si les pays développés ont pu retrouver leur trajectoire de croissance d'avant la pandémie, les pays en développement n'ont pas eu les moyens d'y parvenir. Les pays vulnérables à revenu intermédiaire se voient refuser l'allègement de la dette et des financements à des conditions favorables, et le Cadre commun pour le traitement de la dette au-delà de l'Initiative de suspension du service de la dette ne fonctionne pas encore de manière efficace. Sur les marchés, les pays en développement peuvent se voir imposer des taux d'intérêt jusqu'à huit fois supérieurs à ceux appliqués aux pays développés. Les règles et les structures de gouvernance qui permettent d'obtenir ces résultats sont clairement défaillantes. L'orateur a donc appelé à un plan de relance des objectifs de développement durable, qui est une mesure d'urgence visant à augmenter d'au moins 500 milliards de dollars par an le montant des financements à bas coût et à long terme proposés à tous les pays dans le besoin. Des propositions à long terme sont en cours d'élaboration afin de remédier aux injustices et aux inégalités fondamentales de l'architecture financière internationale, qui correspond aux réalités mondiales de 1945. Le soutien des États Membres à cet égard sera essentiel pour accélérer la mise en œuvre du Programme 2030.

34. Les partenariats avec les gouvernements des pays en développement sont essentiels pour tirer le meilleur parti de chaque dollar consacré au développement, et cela nécessite un financement adéquat, prévisible et souple du système des Nations Unies pour le développement. Bien que certains États Membres aient maintenu ou augmenté leur soutien financier, le système des coordonnateurs résidents, qui constitue le point d'ancrage de tous les efforts déployés en vue d'aider les pays à atteindre les objectifs de développement durable, est systématiquement sous-financé. Les cibles adoptées il y a quatre ans sont loin d'être réalisées et, en 2022, le déficit de financement a atteint 85 millions de dollars. Le niveau du Fonds commun pour les objectifs de développement durable est nettement inférieur à la cible de 290 millions de dollars par an fixée au titre du pacte

de financement. Sans une intensification des efforts de la part des États Membres, le système des Nations Unies pour le développement sera effectivement privé du soutien dont il a besoin. Le gel du recrutement réduit la capacité d'action de l'Organisation, et d'autres réductions devront être réalisées, ce qui aura une incidence sur sa capacité à coordonner le système et à rassembler plus largement les partenaires.

35. L'Organisation a répondu aux préoccupations des États Membres et se tourne maintenant vers eux pour qu'ils respectent leurs engagements. La somme de 85 millions de dollars est un petit investissement par rapport aux gains déjà constatés. La coordination du développement permet de sauver des vies car elle contribue à éliminer la pauvreté et à prévenir les crises humanitaires. Les pays qui dépensent plus de 2 000 milliards de dollars par an en budgets militaires ne sont pas crédibles lorsqu'ils disent soutenir la paix alors qu'ils ne sont pas prêts à investir une fraction de ce montant dans le développement durable, qui est le meilleur outil de prévention des conflits. Les États Membres devraient donc réexaminer la recommandation formulée par l'orateur concernant un modèle de financement « hybride 2.0 » au service du système des Nations Unies pour le développement. Le modèle de financement actuel du système des coordonnateurs résidents est beaucoup trop vulnérable aux fluctuations du financement volontaire et n'a pas réussi à fournir des ressources suffisantes, prévisibles et durables.

36. La solution la plus logique et la plus respectueuse des principes consiste à financer le système des coordonnateurs résidents par une augmentation de la part des contributions statutaires au titre du budget ordinaire de l'Organisation. L'orateur lancera donc une consultation transparente et inclusive avec les États Membres dans les mois à venir afin que tous les points de vue soient entendus avant la soumission d'une proposition formelle à l'Assemblée. Ces consultations devraient se tenir avec un sentiment d'urgence, de solidarité et de détermination. Les réformes inachevées doivent être traitées dans le cadre de la préparation du Sommet sur les objectifs de développement durable. Les nouvelles approches créatives n'ont pas fonctionné ; un nouveau modèle de financement, avec une part plus importante de contributions statutaires au titre du budget ordinaire, est la seule solution durable, prévisible et réaliste.

37. L'ONU collabore avec les pays du monde entier en vue d'un changement générationnel dans le développement mondial. Ce changement apportera plus d'équité et de justice dans le financement du développement et un dispositif de soutien dynamique local, adapté aux besoins et aux priorités des États

Membres. Le Sommet sur les objectifs de développement durable doit donner un nouvel élan et accélérer les mesures visant à atteindre ces objectifs. Il doit également aboutir à des progrès concrets sur les moyens de mettre en œuvre le Programme 2030 et à un engagement clair en faveur de la refonte de l'architecture financière internationale existante. Les mois à venir sont l'occasion de préparer le terrain pour ce qui sera l'initiative la plus importante de 2023. Des progrès majeurs ont déjà été accomplis mais il reste encore fort à faire. Les États Membres sont des partenaires de ce projet, dont la réussite dépend de leur engagement continu et de leur rôle moteur au plus haut niveau. Un premier pas important dans cette direction serait que le Conseil adopte une résolution solide dans le cadre du débat consacré aux activités opérationnelles. L'ONU et ses États Membres peuvent créer ensemble un avenir plus durable et plus équitable pour tous, partout dans le monde.

38. **M^{me} Navarro Barro** (Observatrice de Cuba), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, affirme que, chaque année, il apparaît clairement, lors du débat consacré aux activités opérationnelles, que la communauté internationale est très en retard dans la réalisation des objectifs de développement durable. Les paroles n'ont pas été traduites en actes, et les difficultés et crises récentes ont encore compliqué la réalisation de tous les engagements pris précédemment. Le développement durable est la seule solution globale aux problèmes d'instabilité, de vulnérabilité et d'inégalité structurelle. C'est le seul moyen de ne laisser personne de côté et le meilleur outil de prévention dont dispose l'humanité. Le système des Nations Unies pour le développement et, en particulier, le système des coordonnateurs résidents, devraient continuer à se concentrer sur les questions de développement, étant donné que les niveaux de développement et les réalités sur le terrain diffèrent d'un pays en développement à l'autre. L'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions devrait rester l'objectif primordial du système. Le Groupe se félicite donc des informations fournies dans le rapport sur les activités menées par le système afin de soutenir les pays dans cette voie, conformément au principe de l'appropriation et de la direction nationales.

39. Le financement des activités de développement devrait être une priorité absolue. À cet égard, le Groupe se félicite des références, dans le rapport du Secrétaire général (A/78/72-E/2023/59), aux activités visant à améliorer les possibilités de financement des pays en développement au moyen d'initiatives telles que le plan de relance des objectifs de développement durable et la réforme de l'architecture financière internationale. Il

s'inquiète toutefois du fait que les ressources financières disponibles pour le développement sont moins importantes que pour les autres piliers de l'ONU, et que le financement très limité du développement est principalement destiné à des financements secondaires, qui ne soutiennent pas nécessairement le programme global de développement durable défini par le système, conformément aux priorités des pays de programme. Les donateurs devraient donc contribuer au système d'une manière qui soutienne davantage les efforts coordonnés, au moyen d'un financement de base et d'un financement conjoint, thématique ou commun.

40. Bien que le Groupe apprécie la manière dont le système des Nations Unies pour le développement a fait face à la pandémie de COVID-19 et à d'autres crises dans les pays de programme, on observe encore des failles importantes dans la manière dont les entités du système mènent leurs activités conjointes. Les organes exécutifs et directeurs des entités devraient veiller à ce que les décisions prises au niveau du conseil d'administration soient conformes aux mandats relatifs à l'examen quadriennal complet. Il faut diminuer la concurrence entre les entités et promouvoir davantage les bienfaits de leur collaboration. Le Groupe s'inquiète du déficit de financement du système des coordonnateurs résidents et prend note de la décision du Secrétaire général de présenter à l'Assemblée, au cours du second semestre 2023, un rapport sur les possibilités de financement de ce système. Celui-ci doit être financé de manière durable, prévisible et suffisante. Le Groupe est déterminé à participer de manière constructive aux futures consultations sur ce sujet. Il veillera à ce que le système de développement amélioré fonctionne correctement et efficacement en vue de remplir son mandat, qui consiste à soutenir les pays dans leur mise en œuvre du Programme 2030.

41. Certains membres du Groupe sont parmi les plus en retard en termes d'extrême pauvreté et d'endettement élevé, et ont été les plus touchés par les changements climatiques et d'autres chocs économiques, financiers et sanitaires externes. En outre, les mesures coercitives unilatérales nuisent aux efforts déployés par les équipes de pays, au niveau national, afin de promouvoir la réalisation des objectifs de développement durable. La communauté internationale, y compris le système des coordonnateurs résidents, doit donc renforcer l'aide qu'elle apporte aux pays qui se trouvent dans des situations particulières ou qui font face à des difficultés ou à des circonstances spécifiques, afin de répondre de manière adéquate à leurs priorités de développement. Le Sommet sur les objectifs de développement durable devrait donner un plus grand élan à la mise en œuvre du Programme 2030, et le Groupe collaborera à tous les

niveaux du système des Nations Unies pour le développement afin de contribuer à cet effort collectif.

42. **M. Skoog** (représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice) dit qu'en tant que principaux donateurs au système des Nations Unies pour le développement, les États membres de l'Union européenne sont fiers des progrès accomplis depuis le dernier rapport en date du Secrétaire général sur la question, notamment le versement d'un montant de 46,5 milliards de dollars au système en 2021. Bien qu'un financement de base plus important soit nécessaire, le système des coordonnateurs résidents, dont le repositionnement a commencé il y a seulement cinq ans, fonctionne bien. L'Union européenne se félicite des gains d'efficacité représentant un montant de 405 millions de dollars et appelle à augmenter les investissements dans le système.

43. Toutefois, la pandémie de COVID-19, la guerre russe et d'autres conflits, l'inflation, la dette, les catastrophes climatiques et la lenteur des progrès en matière de démocratisation et de bonne gouvernance ont freiné les progrès accomplis en vue de réaliser les objectifs de développement durable d'ici à 2030. L'Union européenne est prête à continuer de participer à toutes les initiatives visant à accélérer la réalisation des objectifs. Le système des Nations Unies pour le développement est un atout essentiel dans la mise en œuvre du Programme 2030 et doit être en mesure de remplir les engagements qui seront pris lors du Sommet sur les objectifs de développement durable. À cette fin, des investissements politiques et financiers sont nécessaires pour améliorer la coordination et l'efficacité, la programmation conjointe et l'obtention de résultats communs au niveau national.

44. Le financement du système des coordonnateurs résidents reste une source de préoccupation majeure pour diverses raisons. L'Union européenne et ses États membres contribuent largement à ce système au moyen de tous ses piliers de financement, et attendent avec intérêt des propositions détaillées relatives à un modèle de financement prévisible, souple et solide. Il convient d'examiner de manière approfondie les diverses possibilités, telles que le financement du système par des contributions obligatoires. Compte tenu du rôle joué par le système des coordonnateurs résidents dans le rapprochement des entités des Nations Unies au niveau national et des membres de la communauté des donateurs au sens large, de plus amples informations sur la manière dont les États Membres peuvent contribuer à faciliter cette coordination seront bienvenues. Il sera également intéressant d'apprendre comment le système des Nations Unies pour le développement peut, dans le cadre du lien entre l'action humanitaire, le

développement et la paix, contribuer à répondre aux besoins humanitaires résultant des conflits et des changements climatiques.

45. **M^{me} Joyini** (Observatrice de l'Afrique du Sud), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, déclare que les activités du système des Nations Unies pour le développement ont été améliorées en vue de promouvoir la cohérence et de fournir un appui pratique intégré aux pays de programme dans la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. Les efforts déployés en vue de renforcer le débat consacré aux activités opérationnelles du Conseil sont également appréciés.

46. L'Afrique est le principal bénéficiaire du système des coordonnateurs résidents, avec 53 coordonnateurs résidents et bureaux de coordonnateurs résidents. Toutes les difficultés que rencontre le système ont donc une incidence directe sur le continent. Il est essentiel de promouvoir la consolidation du système et de préserver ses capacités et ses ressources si l'on veut que les pays africains bénéficient d'un soutien véritablement adapté et intégré. Le Groupe a donc, dès le départ, soutenu les efforts de réforme du système des Nations Unies pour le développement et continuera à s'engager activement à cet égard. Les différentes catégories de pays en développement d'Afrique, notamment les petits États insulaires en développement, les pays à revenu intermédiaire, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral ont besoin de niveaux de soutien différents de la part de l'ONU en vue de faire progresser la mise en œuvre du Programme 2030, de l'Agenda 2063 et d'autres accords intergouvernementaux, tels que le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés, le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024 et les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement.

47. La réforme du système des Nations Unies pour le développement, menée sous la direction des coordonnateurs résidents, permet de fournir des services d'assistance adaptés aux besoins particuliers des pays. Selon une enquête menée par le Département des affaires économiques et sociales, 95 % des gouvernements africains estiment que l'appui technique fourni par le système des Nations Unies pour le développement correspond aux besoins et aux priorités nationales. En outre, 89 % de ces gouvernements estiment que le soutien dont ils bénéficient leur permet d'obtenir des partenariats en vue de réaliser les priorités nationales de développement. Le Groupe constate les progrès accomplis dans la fourniture de conseils pratiques intégrés de qualité grâce à la mobilisation des compétences de l'ensemble du système et au

rapprochement des partenaires, sous la direction des coordonnateurs résidents, en vue de favoriser la réalisation des objectifs de développement durable.

48. Des résultats remarquables ont été présentés lors des réunions d'information organisées par le Bureau de la coordination des activités de développement et un certain nombre de missions permanentes auprès de l'ONU afin d'examiner l'expérience propre à chaque pays avec le système des coordonnateurs résidents. Néanmoins, le Groupe craint que le manque de financement du système ne compromette les efforts déployés en vue de mettre en œuvre des programmes et des activités efficaces au niveau national. Il salue les efforts que déploie le Secrétaire général afin de faire fonctionner le modèle de financement actuel. Ce modèle devrait relever du budget ordinaire, afin que le financement reste prévisible et durable. Le déficit de financement montre que le caractère volontaire du modèle existant n'est plus adapté. Il est donc essentiel d'entamer des consultations à ce sujet. Le Groupe attend avec intérêt les débats sur la revitalisation du pacte de financement, qui est essentiel pour le système des Nations Unies pour le développement.

49. **M. Vorshilov** (observateur de la Mongolie), s'exprimant au nom du Groupe des pays en développement sans littoral, affirme que le Groupe continue d'aider le système des Nations Unies pour le développement à fournir aux pays un soutien intégré, efficace et de qualité afin de répondre à leurs besoins et priorités en matière de développement durable. Le système des coordonnateurs résidents est particulièrement bien placé pour fournir un soutien sur mesure en tirant parti des atouts de l'ensemble du système de développement. La pandémie de COVID-19 a prouvé que le repositionnement du système de développement, avec au centre un système de coordonnateurs résidents habilités, était bien placé pour répondre aux urgences, renforcer la résilience et maintenir le développement au centre des activités de l'ONU.

50. À cet égard, la réforme du système des Nations Unies pour le développement nécessite un soutien continu de la part des États Membres. Le système des coordonnateurs résidents doit être doté d'un modèle de financement prévisible, durable et adéquat, afin d'obtenir des résultats concrets et efficaces qui profitent à tous. La délégation mongole est préoccupée par le risque que le déficit de financement compromette l'efficacité et l'efficience des activités programmatiques au niveau des pays, en particulier dans les pays en situation particulière, comme les pays en développement sans littoral, pour lesquels le système des coordonnateurs résidents est essentiel. En

particulier, leurs coordonnateurs résidents et leurs équipes de pays doivent être pleinement impliqués dans les préparatifs de la prochaine Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, qui se tiendra au Rwanda en 2024 et la mise en œuvre des décisions qui y seront prises. Le Groupe continuera à soutenir le système des Nations Unies pour le développement et à collaborer de manière constructive en vue d'assurer le financement intégral et la bonne coordination du système des coordonnateurs résidents et, partant, de réaliser les objectifs de développement durable.

51. **M. Rai** (Observateur du Népal), s'exprimant au nom du Groupe des pays les moins avancés, déclare qu'à la suite de la récente Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, le Groupe souligne le rôle essentiel que joue le système des Nations Unies pour le développement à l'appui de la mise en œuvre du Programme 2030 et du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés. Le Groupe salue les réformes du système de développement et du système des coordonnateurs résidents, qui renforcent leur capacité à fournir aux pays les moins avancés un soutien programmatique et technique ainsi que des conseils pratiques fondés sur des données probantes, conformément à leurs besoins et priorités nationaux. Les reculs enregistrés dans la réalisation des objectifs de développement durable sont particulièrement préoccupants. Les pays les moins avancés sont les plus durement touchés par les effets cumulés de multiples crises mondiales et le manque de ressources, ce qui a beaucoup nui aux efforts de mise en œuvre du Programme 2030.

52. Dans ce contexte, la communauté internationale, et en particulier les partenaires de développement et les institutions financières internationales, doivent renforcer les moyens de mise en œuvre en fournissant des ressources financières, un soutien technique et un appui au renforcement des capacités aux pays les moins avancés. Le Groupe soutient pleinement l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'un plan de relance des objectifs de développement durable d'au moins 500 milliards de dollars par an. Le manque de financement du système des coordonnateurs résidents, estimé à 85 millions de dollars en 2022, fragilise la capacité du système à mettre en œuvre des programmes au niveau national, en particulier dans les pays les moins avancés. Un système constamment sous-financé ne peut pas fonctionner efficacement, et le montant annuel de 281 millions de dollars doit être obtenu intégralement, en temps voulu et de manière prévisible. Les partenaires de développement devraient reconstituer le montant de 290 millions de dollars nécessaire chaque année au titre du

Fonds commun pour les objectifs de développement durable, afin de pouvoir continuer à soutenir les pays les moins avancés et d'autres pays vulnérables.

53. Si des progrès ont été accomplis en ce qui concerne le financement de base, il reste encore fort à faire. Les sources de financement doivent être diversifiées et le Groupe accueille favorablement la proposition du Secrétaire général de rendre prévisible le financement du système des coordonnateurs résidents. Le Groupe espère que le débat consacré aux activités opérationnelles aboutira à des recommandations concrètes afin de sauver les objectifs de développement durable. Le Sommet sur les objectifs de développement durable sera un moment crucial pour rehausser l'ambition et investir dans les transformations nécessaires à l'accélération des progrès.

54. **M. Luteru** (observateur du Samoa), s'exprimant au nom de l'Alliance des petits États insulaires, dit que, malgré les engagements fermes pris au titre de nombreux accords de développement, aucun problème en matière de développement n'a été sérieusement traité et que le multilatéralisme et les obligations financières en matière de développement ont été constamment négligés.

55. L'Alliance est déterminée à assurer la réussite du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement et du système des coordonnateurs résidents. Cependant, bien qu'ils s'appuient sur ces systèmes, les petits États insulaires ne peuvent pas contribuer à leur financement, en raison de la dette existante, des répercussions financières et économiques des changements climatiques et des nombreux autres chocs économiques, financiers et sanitaires qui touchent ces États plus que d'autres. Les améliorations apportées, dans le cadre du pacte de financement, à la coordination et à l'efficacité opérationnelle sont les bienvenues.

56. À l'approche des débats sur le nouvel examen quadriennal complet, il est important de déterminer quels mandats de l'examen précédent ont été mis en œuvre. La réforme des bureaux multipays a profité aux petits États insulaires, et l'Alliance espère que l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle concernant les petits États insulaires en développement sera pris en compte dans les débats sur la réforme de l'architecture du système financier international.

57. **M^{me} Rodríguez Mancia** (Guatemala), s'exprimant au nom du Groupe de pays de même sensibilité pour la promotion des pays à revenu intermédiaire, estime que des progrès ont été réalisés dans le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, qui joue un rôle crucial en vue d'aider les pays de programme à mettre en œuvre le

Programme 2030 et à surmonter les multiples crises récentes.

58. Le Groupe appelle à un financement durable, prévisible et adéquat du système des coordonnateurs résidents afin que les bureaux des coordonnateurs résidents et les équipes de pays puissent aider les pays à relever les défis internationaux multidimensionnels. Il appelle une nouvelle fois à une coopération internationale globale et inclusive au service du développement avec tous les pays en développement, notamment les pays à revenu intermédiaire, et à une meilleure allocation du soutien et des ressources des fonds et programmes des Nations Unies grâce au renforcement des mesures de progrès autres que le produit intérieur brut, afin de prendre en compte les vulnérabilités multidimensionnelles de chaque pays. Les avantages de ces mesures peuvent être intégrés dans les résultats de l'état des lieux qui vise à fournir une vue détaillée du soutien disponible pour les pays à revenu intermédiaire, résultats qui seront présentés à la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée. Le Groupe souhaiterait être informé de l'état d'avancement de l'état des lieux mené afin d'envisager l'élaboration d'un plan d'intervention global à l'échelle du système qui prenne en compte les défis multidimensionnels auxquels les pays à revenu intermédiaire font face.

59. **M^{me} Webster** (observatrice de l'Australie), s'exprimant également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande, considère que les États Membres doivent s'adapter collectivement aux défis mondiaux et rester déterminés à atteindre les objectifs de développement durable. Si les trois délégations se félicitent des résultats obtenus par le système des coordonnateurs résidents et de la satisfaction que tirent de plus en plus les petits États insulaires en développement de la réforme des bureaux des coordonnateurs résidents multipays, il n'en reste pas moins que des efforts supplémentaires sont nécessaires. Il est essentiel que les meilleurs éléments soient présents sur le terrain pour remplir la fonction de coordonnateur résident, que la centralité du système des coordonnateurs résidents soit clairement établie et que les coordonnateurs résidents soient en mesure de diriger efficacement les équipes de pays. L'oratrice voudrait savoir ce que les États Membres peuvent faire pour promouvoir l'unité et la direction conjointe à cet égard.

60. Compte tenu du déficit de financement du système des coordonnateurs résidents, l'oratrice demande comment le système peut bénéficier d'une plus grande souplesse opérationnelle afin de traverser une période financièrement difficile. Elle se demande comment l'ONU veille à ce que les coordonnateurs résidents appliquent les normes de comportement attendues dans

leurs échanges, tant internes qu'externes, et créent un environnement sûr pour le personnel, afin de maintenir la confiance dans le système.

61. **Le Secrétaire général** déclare que les coordonnateurs résidents devraient collaborer activement avec la communauté des donateurs afin d'assurer la coordination des fonds et l'orientation stratégique des contributions de manière à répondre aux besoins fondamentaux des pays bénéficiaires. L'action humanitaire doit être axée sur le renforcement de la résilience et favoriser une transition vers le développement. Par exemple, afin de traiter la question des déplacements internes, des solutions pour éviter une dépendance permanente à l'égard de l'aide humanitaire sont de plus en plus recherchées.

62. L'orateur, qui soutient pleinement les efforts déployés par les États Membres afin de relancer la mise en œuvre du Programme 2030, est déterminé à collaborer avec tous les groupes en vue de surmonter les difficultés rencontrées par les pays qu'ils représentent. Lorsque les ressources sont rares, celles-ci doivent être bien utilisées, des priorités doivent être établies, des stratégies doivent être mises en place et les acteurs de chaque pays doivent se garder d'agir seuls. Une coordination défaillante au sein du système des Nations Unies et l'allocation arbitraire des fonds fournis par la communauté des donateurs sans tenir compte des priorités de chaque pays nuiront à l'efficacité des stratégies de développement. Cette approche était la norme dans le passé, lorsque les organismes avaient leurs propres programmes, se coordonnaient peu entre eux et n'avaient qu'une idée limitée du rôle que les coordonnateurs résidents pouvaient jouer en vue d'assurer une coordination efficace.

63. Les coordonnateurs résidents doivent maintenant disposer des moyens et des ressources nécessaires pour que les organismes des Nations Unies mènent une coordination efficace, s'adaptent aux dispositifs de coordination gouvernementaux établis et examinent les priorités nationales avec les communautés de donateurs. Tel est le meilleur moyen de réaliser de réelles économies dans les activités menées par l'Organisation et d'éviter de gaspiller les faibles ressources disponibles. L'absence d'un dispositif de coordination solide entraînera une augmentation des dépenses et une action moins cohérente et moins coordonnée.

64. La dépendance actuelle à l'égard des contributions volontaires ne fonctionne pas, comme dans de nombreux autres domaines d'activité de l'Organisation. Par exemple, le Groupe des cinq pour le Sahel est financé par des contributions volontaires plutôt que statutaires, et la région est aujourd'hui en proie au chaos

et n'est pas en mesure de répondre aux menaces terroristes. Un modèle hybride comprenant des contributions statutaires est donc le meilleur moyen d'investir dans une coordination efficace.

65. Le principe de responsabilité et la mesure des résultats seront plus faciles à garantir dans le cadre d'un système coordonné. L'orateur est ouvert au débat sur toute mesure des résultats ou dispositif de reddition des comptes, d'établissement de rapport ou de suivi proposé par les États Membres, en vue d'améliorer la coordination entre les organismes, de garantir le fonctionnement efficace du système et d'appliquer le principe de responsabilité dans l'utilisation des contributions des donateurs. Le système fonctionne mieux que par le passé ; il est souhaitable d'éviter de revenir aux précédentes dispositions, qui ont entraîné un coût considérable pour les États Membres et un énorme gaspillage de l'argent mis à disposition au service du développement par la communauté des donateurs.

66. **Lord Ahmad** (Royaume-Uni) estime que le système des Nations Unies pour le développement est plus que jamais nécessaire pour relancer la réalisation des objectifs de développement durable. Les progrès accomplis en matière de réformes sont les bienvenus, mais ces réformes doivent être menées à leur terme afin de relever des défis de plus en plus complexes.

67. L'ONU devrait veiller à ce que les outils adéquats soient disponibles afin de garantir la cohérence et la coordination entre l'action humanitaire, les activités de développement et les opérations de paix, et le Royaume-Uni souscrit à l'appel lancé par le Secrétaire général afin que de nouveaux progrès soient accomplis, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités. L'ensemble des compétences dont dispose le système des Nations Unies devrait être exploité, y compris au moyen d'une architecture régionale renforcée. Le système des Nations Unies a également besoin d'une direction forte et d'un financement adéquat afin d'éliminer la pauvreté et de soutenir la réalisation des objectifs de développement durable. Le Secrétaire général et l'Initiative sur le transport sécurisé de céréales et de denrées alimentaires depuis les ports ukrainiens jouent un rôle essentiel à cet égard.

68. Le Royaume-Uni se félicite de l'annonce de la tenue de consultations sur le financement du système des coordonnateurs résidents avant que des propositions en la matière ne soient soumises à l'Assemblée. Il a fourni 6 millions de dollars au système en 2022 et fournira 6 millions de dollars de plus en 2023.

69. **M^{me} Brandt** (Royaume des Pays-Bas) déclare que le Sommet sur les objectifs de développement durable sera un moment décisif pour le Programme 2030,

compte tenu en particulier des crises et des défis complexes qui touchent de manière disproportionnée les plus vulnérables. Les États Membres, qu'ils soient donateurs ou pays de programme, ont tous un intérêt commun à veiller à ce que les objectifs de développement durable soient atteints. Ils ont également des responsabilités partagées, notamment celle de permettre à un système des Nations Unies pour le développement réformé, doté d'équipes de pays, d'apporter son soutien aux populations sur le terrain.

70. Le Royaume des Pays-Bas a augmenté son financement de base, renouvelé son engagement envers le Fonds commun pour les objectifs de développement durable et renforcé sa contribution au système des coordonnateurs résidents sur une base pluriannuelle ; il invite d'autres États Membres à faire de même. Il souligne l'importance d'un système de coordonnateurs résidents financé de manière durable et salue le modèle de financement « hybride 2.0 » proposé par le Secrétaire général.

71. **M^{me} Chan Valverde** (Costa Rica) dit que le système des coordonnateurs résidents a permis aux pays à revenu intermédiaire d'utiliser leurs forces et leurs ressources collectives afin de faire face aux défis mondiaux urgents. Le soutien du coordonnateur résident au Costa Rica n'est donc pas un luxe, mais une nécessité.

72. Compte tenu des besoins de financement du système des coordonnateurs résidents et des multiples problèmes économiques et sociaux auxquels se heurtent les pays en développement, l'oratrice souhaite savoir quelles mesures peuvent être prises pour remédier à la situation sans que la charge du maintien du système pèse sur les pays qu'il est censé aider. Elle souhaite également savoir comment des mesures de progrès autres que le produit intérieur brut peuvent être davantage intégrées dans le système des Nations Unies pour le développement afin que le modèle de coopération puisse être reproduit par d'autres organisations et institutions financières.

73. **M. Hikmat** (Observateur du Tadjikistan) déclare que son pays se félicite de l'accent mis, dans le cadre de l'examen quadriennal complet, sur l'appropriation, la direction et les priorités nationales, ce qui a permis à l'ONU de mener des interventions mieux adaptées et davantage axées sur la demande. Afin que le débat consacré aux activités opérationnelles soit le plus efficace possible, les États Membres doivent renforcer les dispositifs de coordination entre les entités des Nations Unies à tous les niveaux, favoriser une plus grande cohérence dans les politiques et les approches, et éliminer les doubles emplois et la fragmentation.

74. Le Gouvernement tadjik se félicite que le rapport mette fortement l'accent sur l'intensification des moyens visant à atteindre les objectifs de développement durable. La collaboration, les modes de financement novateurs et la mise en commun du savoir-faire ouvriront de nouvelles perspectives en faveur du développement durable. Par exemple, le Tadjikistan a progressé dans la mise en place d'un cadre de financement national intégré qui contribuera à catalyser le flux de financement du développement nécessaire à la réalisation des objectifs de développement durable.

75. Afin d'accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable, l'ONU devrait nouer des partenariats plus solides avec les gouvernements, la société civile et, en particulier, les entités du secteur privé, notamment les institutions financières internationales. La transformation numérique devrait être soutenue afin d'exploiter la puissance de l'intelligence artificielle, des mégadonnées et d'autres technologies émergentes, et de relever efficacement les défis du développement. Le Tadjikistan félicite les équipes de l'ONU qui utilisent déjà l'intelligence artificielle afin de combattre la faim, fournir des médicaments et connecter les écoles. L'ONU doit faire face à des défis mondiaux en constante évolution et à des dynamiques géopolitiques changeantes. À cette fin, le Tadjikistan a soutenu les propositions formulées dans le rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun » en vue de dynamiser la mise en œuvre du Programme 2030 et d'atteindre les objectifs de développement durable.

76. **M. Niang** (Observateur du Sénégal) estime qu'il faut assurer la pérennité des travaux des coordonnateurs résidents et améliorer leur coopération avec les gouvernements des pays hôtes. Malgré les difficultés, le système des coordonnateurs résidents a renforcé l'action de l'Organisation dans les pays en développement et ne doit pas être remis en cause ; la question du financement du système doit donc être résolue. Le système des coordonnateurs résidents, qui est la clé de voute du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement et de l'élimination de la pauvreté d'ici à 2030, ne peut pas être un parent pauvre de l'ONU. Tous les États Membres doivent y contribuer ; aucun ne doit être autorisé à adopter une attitude attentiste et à rester passif pendant que d'autres agissent.

77. Le modèle de financement du système des coordonnateurs résidents n'est pas pérenne car il repose en grande partie sur des contributions volontaires, ce qui entraîne une certaine imprévisibilité, même lorsque les États prennent des engagements pluriannuels. Si la proposition du Secrétaire général de financer le système

au titre du budget ordinaire avait été suivie dès le départ, le déficit actuel aurait pu être évité. Cette proposition est la solution la plus appropriée et devrait être adoptée. Le modèle « hybride 2.0 » proposé est une solution de rechange destinée à éviter les problèmes de financement récurrents. Le Sénégal espère parvenir à un consensus sur le financement du système lors des consultations annoncées par le Secrétaire général.

78. **M^{me} Carty** (États-Unis d'Amérique) déclare que, quatre ans après le début du processus de réforme, le système des Nations Unies pour le développement a atteint une phase cruciale dans la réalisation de sa promesse concernant les objectifs de développement durable. Le débat consacré aux activités opérationnelles constitue une étape essentielle, la communauté internationale continuant d'évaluer les progrès collectifs accomplis et les obstacles qui subsistent.

79. La communauté internationale doit être à la fois ambitieuse et pragmatique en cherchant à renforcer la transparence, le principe de responsabilité, le soutien aux programmes et, surtout, l'obtention de résultats. À cette fin, les États Membres devraient entamer des débats afin de renforcer la fonction de gouvernance du Conseil qui est essentielle au système des Nations Unies pour le développement.

80. Le cadre de résultats du système des coordonnateurs résidents devrait être amélioré afin de prendre en compte l'efficacité du système des coordonnateurs résidents. Le Gouvernement des États-Unis souhaiterait recevoir une note d'information sur le recrutement, l'affectation, la fidélisation et les résultats des coordonnateurs résidents, et avoir davantage d'occasions de dialoguer de manière informelle avec les coordonnateurs résidents, notamment lors de leur retraite mondiale, qui doit se tenir à l'automne 2023. L'évaluation à l'échelle du système est essentielle pour comprendre comment les réformes contribuent à atteindre les résultats escomptés ; le Gouvernement des États-Unis souhaiterait également recevoir un exposé sur le statut du Bureau du Groupe des Nations Unies pour le développement durable chargé des évaluations à l'échelle du système, ainsi que de plus amples informations sur la manière dont les États Membres peuvent soutenir ce Bureau.

81. **M^{me} Narváez Ojeda** (Chili) déclare qu'aujourd'hui plus que jamais, il faut réfléchir aux progrès réalisés, dans le cadre du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, en vue d'harmoniser les activités du système avec les objectifs de développement durable au niveau national, en fonction des besoins propres à chaque pays. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général, le système

de développement a démontré sa capacité à apporter des solutions rapides dans des situations d'urgence mondiale telles que la pandémie de COVID-19.

82. Le rôle moteur des coordonnateurs résidents a été renforcé, ce qui a permis d'améliorer l'action collective, de tirer parti des avantages comparatifs des différentes entités, de réduire les doubles emplois et de créer des synergies afin de garantir une utilisation efficace des ressources, ce qui reste l'un des objectifs les plus importants de la réforme. Chaque dollar économisé grâce à des actions plus efficaces peut être affecté à des activités de développement. Au Chili, des progrès ont été faits avec la formulation du nouveau Plan-cadre de coopération pour la période 2023-2025, dont les objectifs sont de garantir l'exercice des droits humains sur un pied d'égalité ; de renforcer les institutions démocratiques, la cohésion sociale et la sécurité civique ; de créer des richesses de manière plus équitable et traiter la triple crise planétaire ; et de progresser vers l'égalité des genres. La mise en œuvre du Plan-cadre de coopération est confiée à une structure de gouvernance et de gestion qui renforce la coordination, maximise la complémentarité et mobilise les entités de l'équipe de pays dans la réalisation de chaque priorité stratégique. Afin de préserver ces avancées, le financement du système des coordonnateurs résidents doit être suffisant, prévisible et durable.

83. **M. Hermann** (Danemark) affirme que le Danemark est un fervent partisan du système des Nations Unies pour le développement, qui a permis d'atténuer certaines difficultés résultant des crises mondiales croisées. Le Danemark fait part de ses préoccupations concernant le déficit persistant de financement du système des coordonnateurs résidents. Il a apporté sa contribution, mais le système ne peut pas dépendre d'un financement volontaire. L'orateur encourage toutes les parties à faire des compromis et à parvenir à un modèle de financement durable.

84. L'orateur souhaiterait obtenir de plus amples informations sur la façon dont la communauté internationale peut, par l'intermédiaire du Conseil et dans le cadre du débat consacré aux activités opérationnelles, intégrer les objectifs liés au climat, à la nature et à l'environnement, qui sont essentiels à la mise en œuvre du Programme 2030, dans les plans-cadres de coopération et les plans nationaux, afin de combler les lacunes en matière de politiques et de capacités.

85. *M^{me} Narváez Ojeda (Chili), Vice-Présidente, prend la présidence.*

86. **M. Verninas** (France) déclare que la réforme du système des Nations Unies pour le développement est

essentielle pour fournir un soutien intégré et efficient qui réponde aux besoins des pays. Afin de poursuivre la réforme, les coordonnateurs résidents doivent disposer des capacités nécessaires pour exercer leur rôle au sein des équipes de pays, les descriptifs de programme de pays des organismes des Nations Unies doivent être pleinement harmonisés avec les plans-cadres de coopération, la gouvernance fragmentée des organes directeurs de l'ONU doit être traitée et le financement du système des coordonnateurs résidents doit être renforcé. La France a versé des contributions financières depuis le début de la réforme et a augmenté sa contribution de 36 % en 2023 ; elle invite d'autres États Membres à faire de même. Elle est prête à examiner d'autres méthodes proposées pour assurer un financement stable et pérenne du système.

87. **M. Shen Xiaokai** (Chine) dit que la mise en œuvre du Programme 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable constituent un engagement commun de la communauté internationale. Divers problèmes, tels que l'aggravation de la pauvreté dans les pays en développement et le relèvement difficile de la pandémie de COVID-19, ont considérablement entravé la réalisation des objectifs de développement durable.

88. La Chine salue le soutien efficace apporté par le système des Nations Unies pour le développement en vue de répondre aux besoins les plus urgents et aux priorités des pays en développement. Les coordonnateurs résidents ont joué un rôle moteur efficace, les organismes de développement ont coopéré et la priorité a été donnée aux pays en développement afin d'améliorer la sécurité alimentaire et sanitaire, de promouvoir le progrès technologique et de faciliter la transformation numérique.

89. La communauté internationale doit faire du développement un objectif central et éliminer en priorité la pauvreté. Il convient d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités ; à coordonner les mesures visant à combattre l'insécurité alimentaire, le chômage et les changements climatiques ; et à accélérer le rythme de la reprise. Les coordonnateurs résidents devraient contribuer à améliorer la cohérence des politiques et des activités des organismes, et la représentation des pays en développement dans le système des coordonnateurs résidents devrait être renforcée.

90. Il faut consolider la coopération au service du développement international, principalement par la coopération Nord-Sud, la coopération Sud-Sud venant en complément. Les pays développés doivent honorer leurs engagements en matière d'aide publique au

développement et de financement de la lutte contre les changements climatiques.

91. La Chine soutient pleinement le développement mondial et y contribue activement ; en proposant l'Initiative pour le développement mondial, elle vise à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 et à réaliser un développement plus fort, plus vert et plus sain.

92. **M^{me} Ruder** (Observatrice pour la Suisse) dit que son pays reste attaché au pacte de financement et à la fourniture de contributions statutaires au système des coordonnateurs résidents. Son gouvernement demande instamment à la Vice-Secrétaire générale et au système des Nations Unies pour le développement d'entamer avec les États Membres un dialogue sur les incitations à un financement de qualité et les solutions permettant d'améliorer la prévisibilité, la durabilité et l'adéquation du financement. Le rôle des États Membres en tant que partenaires de développement bilatéraux des organismes des Nations Unies peut parfois fausser la mission de l'Organisation et entraver la réforme. Dans certains cas, le système des Nations Unies pour le développement devrait envisager de rejeter le financement ou de l'accepter sous certaines conditions. On ne peut pas demander indéfiniment au système des Nations Unies pour le développement d'en faire plus avec moins.

93. Les États Membres doivent agir collectivement afin de continuer à dynamiser le système des coordonnateurs résidents, et un cadre de suivi complet est indispensable pour planifier et budgétiser ce système. En outre, la gouvernance du fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées devrait être plus participative et plus inclusive.

94. Il est important que la réforme de l'Organisation soit appliquée à l'échelle du système. La Suisse demande instamment au Secrétaire général de veiller à ce que tous les organismes du système des Nations Unies pour le développement soient pleinement en phase avec cette réforme. Des instruments tels que le Fonds pour la consolidation de la paix et les incitations à la performance peuvent améliorer la coordination de l'ONU dans des domaines tels que le lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix, l'intégration de la dimension de genre et les partenariats avec les acteurs locaux. Le système des Nations Unies pour le développement devrait collaborer davantage avec les institutions financières internationales.

95. En tant qu'organe de contrôle intergouvernemental du système des Nations Unies pour le développement, le Conseil, dans le cadre du débat consacré aux activités opérationnelles, doit être en mesure de guider le système

et de lui demander des comptes. Au cours du débat, il doit, au moyen de résolutions de fond et réalisables, donner des instructions au système et soutenir la mise en œuvre des résolutions relatives à l'examen quadriennal complet.

96. **La Vice-Secrétaire générale** déclare que l'ONU est déterminée à entamer un dialogue avec les États Membres concernant le financement du système des coordonnateurs résidents, notamment en réunissant les États Membres et les donateurs dans les pays en vue d'examiner les approches intégrées de l'action climatique et d'autres investissements. Les avantages de la coordination au niveau des pays ont été soulignés dans les études de cas produites par le Bureau de la coordination des activités de développement. En fin de compte, cette coordination n'a pas suffi à combler le déficit de financement, et le Bureau et le système des coordonnateurs résidents ont été contraints de réduire leur soutien.

97. Les compétences, le comportement et l'efficacité des coordonnateurs résidents font constamment l'objet d'une évaluation indépendante. Il est encourageant de constater que les candidats sont toujours plus nombreux, à l'intérieur et à l'extérieur du système, pour assumer les fonctions de coordonnateurs résidents grâce à l'amélioration du système de sélection. L'ONU améliore son interaction avec les pays afin de renforcer les compétences des coordonnateurs résidents et de veiller à ce qu'elles correspondent aux besoins de chaque pays, notamment les pays africains, qui ont besoin de coordonnateurs résidents capables de traiter les conflits et les questions transfrontalières. Les équipes de pays collaborent étroitement avec les coordonnateurs résidents sur des projets menés au niveau des pays tels que la transformation des systèmes éducatifs et alimentaires.

98. Les plans-cadres de coopération sont constamment revus et mis à jour afin de tenir compte de l'évolution des priorités des gouvernements. Harmoniser les plans-cadres avec les descriptifs de projets nationaux a été un élément clé des travaux du système des coordonnateurs résidents et a été facilité par la mobilisation de diverses parties, notamment les conseils d'administration des institutions spécialisées, les entités chargées des droits humains et les organismes humanitaires.

99. Des séances d'information seront organisées sur le recrutement, l'affectation, la fidélisation et les résultats des coordonnateurs résidents, ainsi que sur le Bureau des évaluations à l'échelle du système. En outre, la retraite mondiale des coordonnateurs résidents sera l'occasion de favoriser les échanges avec les États

Membres. Le Bureau reçoit des avis indépendants sur le système des coordonnateurs résidents. Comme le Bureau dépend des contributions volontaires, l'oratrice encourage les États Membres à le soutenir autant que possible. Les résultats d'un récent examen des capacités de l'ONU dans le domaine de l'égalité des genres, qui a révélé une certaine régression en termes d'intégration des questions de genre, contribueront à l'élaboration de la note d'orientation 2.0 des Nations Unies dans le cadre de Notre Programme commun.

100. L'ONU et les institutions financières internationales renforceront leur engagement en vue des sommets bisannuels qui débiteront en 2024 après le Sommet de l'avenir. Le système des Nations Unies pour le développement se félicite des orientations concrètes données par le Conseil dans le cadre du débat consacré aux activités opérationnelles.

101. La transition du développement social au développement durable est au cœur des activités de l'Organisation depuis 2015. Au Sommet sur les objectifs de développement durable, les participants recevront des informations sur les efforts d'élimination de la pauvreté au niveau régional et au niveau des pays. Grâce aux moyens d'exécution mentionnés dans le rapport du Secrétaire général ([A/78/72-E/2023/59](#)) et au plan de relance des objectifs de développement durable, l'Organisation s'attaquera aux problèmes de liquidité et de dette, qui a atteint des niveaux critiques dans de nombreux pays. La coopération Sud-Sud favorisera également la réalisation des objectifs de développement durable, au moment où la communauté internationale s'efforce d'améliorer l'architecture financière internationale.

La séance est levée à 13 h 30.